

Initiative Paix au Sahel (SPI)



Termes de référence

***ETUDE SUR LA CARTOGRAPHIE DU TRAUMATISME LIE A LA CRISE
SECURITAIRE AU BURKINA FASO***

Mars 2023

I. Contexte

Depuis 2015, le Burkina Faso traverse une crise sécuritaire qui va en s'aggravant. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée depuis 2021 avec en toile de fond des attaques terroristes contre les populations civiles et les forces de défenses et de sécurité. Les affrontements continuent de causer un déplacement massif des personnes et créent des de grands besoins humanitaires. Parmi les 20 millions d'habitants que compte le Burkina Faso, 1 882 391 personnes sont en situation de Déplacées Internes selon les statistiques du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) à la date du 31 décembre 2022. La même source indique qu'une personne sur cinq a besoin d'assistance d'urgence. Ces personnes étaient au nombre de 1,6M en décembre 2021, soit une hausse de presque 19,14% sur les 12 mois. Les mouvements de population se sont poursuivis au cours des deux premiers mois de l'année 2023, notamment dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, de l'Est et de Centre-Ouest. Le CONASUR et ses partenaires restent engagés à assurer l'enregistrement et l'assistance des personnes déplacées dans les régions affectées. L'aide humanitaire touche à peine 10% des besoins des PDI. Décrivant des situations analogues, plusieurs publications démontrent qu'un tel environnement physique, politique, économique et social génère un impact négatif majeur sur la santé des personnes exposées (Carballo et al., 2004; Depoortere et al., 2004; Lacopino & Waldman, 1999; Kett, 2005a, 2005b; Kim, Torbay, & Lawry, 2007; Porter & Haslam, 2005; Thapa & Hauff, 2005; Toole & Waldman, 1997). Dans le cas du Burkina Faso, la description de la situation des PDI montre qu'elles font face à un environnement post-traumatique malsain. L'exposition à l'horreur, le climat de violence, de peur et de frustrations sociales sont toujours présents. En plus, les PDI sont dans un dénuement total par rapport aux besoins vitaux tels que la nourriture, le logement, les soins de santé ou les infrastructures de base. Outre les violences liées aux conflits et le chemin de l'exode vers la sécurité, les PDI doivent faire face au changement soudain de leurs conditions de vie. Toutes ces difficultés ont un important sur les individus. A titre d'exemple, Mariam, une mère de famille de 32 ans raconte : « Nous avons déjà entendu des rumeurs sur des tueries mais nous ne pensions pas pouvoir en être victimes. Nous avons pris peur et nous nous sommes enfuis. Depuis notre arrivée ici, nous ne sommes pas tranquilles car au village on cultivait et on gagnait de quoi manger. Nous n'avons pu emporter que trois sacs de riz avec nous. » En plus d'avoir été exposées à de nombreux chocs et évènements traumatiques, les PDI ont dû tout abandonner derrière elles dans leur fuite.

Elles doivent vivre aujourd'hui dans des conditions difficiles où leurs besoins primaires ne sont pas satisfaits (manque d'accès à l'eau et à la nourriture, manque de soins, manque d'abris adaptés) et dans l'inquiétude permanente d'éventuelles dégradations de la situation sécuritaire dans leur zone d'accueil. La détresse psychologique n'est plus à démontrer dans ces situations.

Face à tout cela, les acteurs étatiques (services techniques, Forces de Défense et de Sécurité) et les organisations de la société civile, chacun dans son domaine d'intervention, s'investissent pour venir à bout de cette crise généralisée et complexe dont les conséquences majeures restent l'érosion de la cohésion sociale, les menaces à la paix, la violation des droits humains, notamment celles des couches sociales les plus vulnérables que sont les femmes (près de 22%) et les enfants (environ 58%). Dans cette perspective, nos Pères Evêques du Mali, du Niger, du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Burkina et le Catholic Relief Services (CRS) ont, lors de leur rencontre en novembre 2019, lancé l'Initiative Paix au Sahel (SPI) pour apporter leur contribution à la réponse à cette crise. Le lancement de cette initiative a été précédé d'une étude menée en 2019 qui a procédé à une évaluation des conflits dans la zone du Liptako-Gourma au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Toutefois, cette étude n'a concerné que les régions du Nord et du Centre-Nord du Burkina, notamment les villes de Kaya (province du Sanmatenga), Kongoussi (province du Bam) et Ouahigouya (province du Yatenga). Outre la faible couverture géographique du pays, notamment les zones à haut défis sécuritaires, cette étude n'avait pas pour objectif d'apprécier l'impact psychologique de la crise sur les communautés. La présente étude vise à établir une cartographie du traumatisme auprès des communautés, à répertorier les types de traumatismes de la crise sécuritaire et à identifier les besoins en matière de soutien mental et de prise en charge psychosociale. A travers la recherche documentaire et l'enquête sur le terrain, cette étude permettra de collecter les données pertinentes auprès des parties prenantes. Tout en prenant en compte les leçons apprises des précédentes études réalisées dans le cadre du SPI, elle s'appuiera sur une méthodologie essentiellement qualitative (Entretiens avec des Informateurs Clés, des Discussions de Groupe, l'observation directe ...). Les cibles sont les personnes ressources des communautés (autorités politiques et administratives, leaders religieux et coutumiers, leaders d'opinion et citoyens, etc.).

Les données recueillies seront traitées, analysées et validées et un rapport sur la cartographie du traumatisme sera rédigé et publié. La base de données ainsi que les recommandations du rapport permettront d'orienter ou de mieux exécuter de manière spécifique les actions du SPI en lien avec

les PDI. Par ailleurs, les résultats de cette étude seront utiles pour l'Observatoire de l'Eglise catholique.

II. Objectifs de l'étude

Objectif général : Etablir une Cartographie du traumatisme causé par la crise sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso.

Les objectifs spécifiques :

1. Fournir à l'Eglise-Famille de Dieu du Burkina Faso et à CRS les données primaires et secondaires sur le traumatisme lié à la crise sécuritaire.
2. Réaliser une représentation du traumatisme sur le territoire Burkinabè, de manière graphique et géométrique, à partir de l'analyse de données ;
3. Présenter une figure du traumatisme au Burkina :
 - Quels sont les types d'expressions du traumatisme au Burkina ?
 - Sur quoi le traumatisme s'exprime le plus ?
4. Etablir la typologie de traumatismes causés par l'insécurité au Burkina Faso :
 - Quels sont les types de traumatismes causés par la crise sécuritaire ?
 - Quelle est la prépondérance géographique des traumatismes par type ? qu'est ce qui justifie ces données ?
5. Analyser la chaîne de valeurs de la prévention et la gestion du traumatisme :
 - Quels sont les textes ou politiques en matière de gestion du traumatisme au Burkina ?
 - Quels sont les textes ou politiques en matière de gestion du traumatisme au Burkina ?
 - Comment est-ce que le traumatisme s'identifie au Burkina ?
 - Comment le traumatisme est géré au Burkina ?
 - Quels sont les acteurs intervenants dans la gestion du traumatisme au Burkina ?
 - Quelles sont la nature et la qualité de la collaboration des acteurs clefs (Structures étatiques, bailleurs, ONG, associations locale, leaders communautaires et religieuses ...) en matière de prévention et gestion du traumatisme au Burkina ?
 - Quel est le degré/comparé du financement du secteur du traumatisme au Burkina ?
 - Quelles sont les difficultés liées à la prise en charge du traumatisme au Burkina ?

- Quelle serait la nature et le degré de prise en charge, de la prévention et la gestion du traumatisme dans le contexte actuel du Burkina Faso ?

Les objectifs subsidiaires :

Cette étude permettra à l'Eglise catholique d'apporter une réponse d'urgence en vue de renforcer et d'améliorer les mécanismes d'adaptation et de gestion du traumatisme, la capacité de résilience et le bien-être des personnes en détresse psychologique. A travers ce programme, nous souhaitons faire de l'Eglise Catholique, un acteur majeur de prise en charge du psycho-traumatisme pour les adultes, les jeunes et les enfants.

Au regard des études déjà réalisées, la présente étude apportera :

- Des pistes d'action non seulement pour les zones à haut défis sécuritaires mais également pour les zones qui jouissent d'une relative stabilité. Cela augmentera la capacité d'anticipation pour préserver les zones où la situation sécuritaire ne s'est pas complètement détériorée ;
- Une actualisation des données sur la situation avec à la fois les trois aspects aussi importants que les causes, l'impact psychologique et les facteurs de résilience. C'est l'une des rares études qui traitera à la fois de toutes ces questions essentielles ;
- Une complémentarité avec les précédentes études réalisées dans le cadre du SPI ;
- Une complémentarité avec les outils et approches en lien avec la prise en charge psychosociale de l'individu : les 3B/4D, le Rising from Resilient Roots, le référentiel pour les ambassadeurs de paix, etc.) ;
- Une amélioration de la qualité des interventions dans le domaine de la construction de la paix, de la cohésion sociale et de la résilience.

III. Méthodologie de l'étude

La méthode utilisée sera essentiellement qualitative et le choix des cibles sera fait par le consultant en discussion avec la CJP. A titre indicatif, ce choix pourrait se faire :

- Au niveau des communes, des villages ;
- Au niveau communautaire : les associations de développement (femmes et hommes), résidant dans le champ géographique de l'enquête.
- Au niveau des autres acteurs intervenant dans les questions de développement communautaire ;

- Au niveau des forces de défense et de sécurité et des Volontaires pour la Défense de la Patrie si possible ;
- Au niveau des citoyens ordinaires des zones ciblées ;

IV. Sources de données documentaires et méthodes de collecte des données primaires

Pour ce travail, il existe rarement des sources de données au Burkina Faso, vu que la prise en charge psychologique reste le parent pauvre dans l'intervention au profit des PDI. Néanmoins, les sources des données suivantes pourraient être exploitées :

- Conférence Episcopale Burkina-Niger et Catholic Relief Services (CRS)/SPI, « Rapport de Étude diagnostique auprès des communautés sur l'impact de la crise sécuritaire, les sources potentielles de conflits et les facteurs de résilience au Burkina Faso », Septembre 2021 ;
- CEB-N/CJP-Burkina, « Rapport de l'enquête auprès des communautés chrétiennes catholiques sur les causes profondes de l'extrémisme violent, les faits et méfaits du terrorisme et les stratégies de résilience au Burkina Faso et au Niger », Octobre 2021
- Le rapport de l'étude du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique (MJDHPC), « Rapport de l'étude sur l'état des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso », 2021 (enquête réalisée entre octobre et novembre 2018). Ce rapport propose une cartographie des conflits dont il dresse une certaine typologie ;
- Le rapport (2020) de « l'analyse des conflits au Burkina Faso : revue documentaire », basé sur un examen des rapports universitaires, médiatiques et politiques sur l'histoire, l'évolution et le contexte actuel de la crise ;
- Le rapport de « l'étude de l'impact de la situation sécuritaire sur la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 » qui propose une estimation de l'impact de la situation sécuritaire sur le PNDES ;
- Le rapport de l'évaluation de l'étude « Des Pas vers la Paix », qui est une évaluation des conflits dans la zone du Liptako-Gourma au Burkina Faso, au Mali et au Niger effectuée par le CRS et les Conférences Episcopales de l'Afrique de l'Ouest ;
- Le rapport de l'étude menée par l'ONG Interpeace et qui a donné lieu à la publication d'un rapport intitulé « Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience » (mars 2021).

Dans le rapport, l'analyse de toutes les données (primaires, secondaires) et les résultats doivent être organisés et présentés de manière à répondre aux questions de l'étude.

V. Couverture géographique de l'étude

Cette étude a une envergure nationale. Toutefois, compte tenu de la situation sécuritaire très délétère et volatile du pays, il appartient au prestataire de faire des propositions concrètes en tenant compte des objectifs à atteindre et des mesures de mitigation qu'il met en place.

VI. Bénéficiaires de l'étude

Les bénéficiaires de cette étude sont essentiellement :

- Les communautés concernées qui bénéficient d'une meilleure orientation des interventions en leur faveur ;
- L'Initiative Paix au Sahel et ses partenaires qui disposent de données primaires pour ses interventions pouvant faire l'objet de suivi et d'évaluations rigoureuses.

VII. Procédures d'analyse des données

Les données de l'enquête pourraient être collectées directement ou saisies à l'aide de solutions ICT4D standard. Cette solution est préférable, mais pas obligatoire si le consultant n'a pas d'expérience dans l'utilisation de cette technologie. Les bases de données assainies doivent être importées dans des progiciels d'analyse de données d'enquête standard tels que SPSS ou STATA.

VIII. Profil et mission du consultant.

Le Consultant doit répondre aux critères suivants :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire de niveau master ou plus en sciences sociales (psychologie, sociologie, anthropologie, gestion des conflits, etc.).
- Avoir des expériences confirmées dans la gestion du traumatisme et/ou l'évaluation orientées dans la prévention/gestion de conflits ; connaissance solide des mécanismes (alternatifs) de résolution de conflits ; en particulier dans les milieux communautaires/ruraux à caractère sensible aux conflits ;
- Justifier d'une expérience significative dans la collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives ;
- Disposer d'une expérience avérée en matière d'analyse psychosociale ;
- Avoir une bonne connaissance de l'ordonnancement juridique au Burkina Faso est un atout majeur ;
- Disposer des compétences suivantes au sein de l'équipe de l'étude : Expert prise en charge du psycho traumatisme, expert en Prévention et gestion de conflit, Expertise/connaissance solide des mécanismes (alternatifs) de résolution de conflits en particulier dans les milieux communautaires/ruraux...

IX. Les livrables

Les éléments suivants devront être fournis lors de la mise en œuvre, de l'analyse et à la fin de l'étude :

- Un plan de travail détaillé, avec des dates cibles et des résultats attendus identifiés et mis en évidence ;
- Tous les outils de collecte de données ;
- Toutes les photos et notes de terrain avec citation textuelle des enquêtés ;
- Deux exemplaires reliés et une copie électronique du rapport provisoire de d'étude ;
- Base de données des informations collectées ;
- Rapport (version physique et version numérique) validé de l'étude sur la cartographie du traumatisme au niveau national ;

X. Modalités de soumission.

Composition du dossier de candidature :

Le Consultant ou le bureau d'étude doit fournir un dossier comportant :

Documents administratifs :

- Une lettre de motivation/soumission dûment signée et faisant ressortir les facteurs justifiant que le candidat est le plus indiqué pour la tâche ;
- Les CV et diplômes du personnel proposé dont celui du consultant principal bien détaillé;
- Un dossier fiscal, pour les cabinets, est nécessaire ;
- Les copies de tout autre document administratif jugé important ;

Documents techniques :

- Une note méthodologique présentant les rubriques suivantes : compréhension de la mission, commentaires et/ou propositions d'amélioration des termes de référence, méthodologie proposée pour traiter les différents résultats attendus de l'étude, planning d'intervention ;
- Les précisions sur la méthodologie de travail préconisée, complétant ou précisant les présents termes de référence ;
- Un chronogramme prévisionnel des tâches pour la réalisation des différentes étapes de la prestation, précisant de manière détaillée des moyens humains et matériels affectés.

Une offre financière comportant :

- Une lettre d'engagement ;

Le budget détaillé par composante de prix prenant en compte l'étude et la validation.

Dépôt des dossiers : les dossiers sont déposés sous pli fermé au siège du Secrétariat Général de la CJP-Burkina sis à Dagonoen dans l'enceinte du Centre Cardinal Paul Zoungrana, rue 2977 à l'attention de Monsieur le Secrétaire Général de la CJP-Burkina ou par mail à l'adresse suivant : cjpburkina@gmail.com avec cc à soubeigameli@yahoo.fr . Afin de prendre en compte votre candidature, l'objet du mail doit être intitulé : < **Offre pour la réalisation de la cartographie du traumatisme lié à la crise sécuritaire au Burkina Faso** >>. Les dossiers incomplets ne seront pas considérés.

Date limite de dépôt des dossiers : 6 avril 2023 à 15 heures

XI. Exploitation des résultats de l'étude

L'Eglise se basera sur les résultats de cette étude pour mener des actions à court, moyen et long terme. Pour cette année, les résultats serviront de base pour former et/ou renforcer la capacité du personnel de l'Eglise sur les techniques de gestion du traumatisme dans leurs milieux. Ces personnes serviront de groupe relais dans les diocèses pour la prise en charge des personnes traumatisées. Par ailleurs, ces résultats permettront de réaliser une prise en charge de personnes déplacées internes victimes de traumatisme dans quelques communes du Burkina Faso.

La durée de la mission est prévue pour 35 jours :

Description	Délais
La cartographie du traumatisme	35 Jours (02 Avril au 08 Mai 2023)
Rencontre de Cadrage	1 jour
Réalisation de l'étude	30 Jours
Rencontre de validation	1 Jour
Rapport final (intégration des amendements)	3 Jours